

Une leçon d'histoire en cuir et peaux

FLORENT LE BOT
La fabrique réactionnaire
Antisémitisme, spoliations et
corporatisme dans le cuir (1930-1950)

Presses de Sciences po 2007 399 p 24 €

Les années d'Occupation ont été vécues par des groupes sociaux qui avaient une histoire. Les engagements de ces années-là peuvent s'inscrire dans des continuités ou marquer des ruptures, mais leur compréhension nécessite une mise en perspective sur un temps plus long que ne fut le régime de Pétain. La volonté qu'a eu Florent Le Bot de travailler sur deux décennies, les années trente et les années quarante, explique en grande partie les résultats de sa recherche, une thèse soutenue en 2004 à l'université de Paris VIII, « La Réaction industrielle. Mouvements antitrust et spoliations antisémites dans la branche du cuir en France, 1930-1950 », dont est tiré cet ouvrage.

La politique française, sous contrôle allemand, de spoliation dont ont été victimes les personnes définies comme juives par la législation de Vichy tout comme les modalités

La période de l'Occupation est-elle une rupture ou s'inscrit-elle dans la continuité de l'évolution économique, politique et sociale ? En étudiant le secteur du cuir au cours des 20 ans qui englobent ces années sombres, Florent Le Bot interroge aussi la nature des césures en histoire, les résistances aux « innovations ».

de restitution après la Libération sont aujourd'hui bien connues, grâce notamment aux travaux menés par des historiens dans le cadre de la Mission d'étude présidée par Jean Mattéoli, mise en place en 1997 et dont les conclusions ont été publiées à la Documentation française. Fort de ces apports récents étayés par des problématiques actuelles, Florent Le Bot s'est lancé dans une étude monographique du secteur du cuir, étudiant à l'échelle d'une activité la politique d'exclusion et les mécanismes de spoliation. C'est l'évolution tout au long de la première moitié du XX^e siècle de l'ensemble d'un secteur composite qu'il met en perspective, en prenant en compte les tanneries, les corroieries, les mégisseries, les fabriques de chaussures.

UN MILIEU EN CRISE

L'approche est chronologique, en trois parties qui, de 1930 à 1950, placent les années d'Occupation comme centrales. Mais ce n'est

pas la réaction qui caractérise ces quatre années, celles de l'« aryianisation », de l'entreprise raciste où des intérêts bien compris ont rencontré la volonté idéologique des nazis. Le moment exacerbé de la réaction, l'auteur le situerait plutôt dans la décennie d'une crise qui touche une branche très ancienne déjà affaiblie par des mutations en cours depuis des années, précipitées alors et qui ne faisaient qu'aggraver la diversité des entreprises. C'est dans ces années-là que se sont préparés, lorsque la concurrence faisait des ravages, les modes de pensées mais aussi les mécanismes de rejet de l'autre qui purent ainsi, lorsque la situation politique vint s'y prêter, être mis en œuvre. Les mutations vécues dans la branche tout au long de l'entre-deux-guerres étaient perçues comme des fardeaux et attribuées à des grands groupes frappés du sceau de l'altérité, comme celui des Chaussures André désigné comme « juif » ou le groupe Bat'a anathématisé comme étranger. Lorsque le secteur artisanal du cuir

était largement formé de toutes petites entreprises de professionnels venus de l'Est du continent, une telle stigmatisation permettait de donner à la crise des explications s'accordant fort bien avec l'idéologie du régime de Vichy.

La dernière partie de l'ouvrage est consacrée aux restitutions souvent malaisées qui ont suivi la Libération et à la fin de ce « cycle réactionnaire » que l'auteur a pu décrire. Une bonne partie du sixième et dernier chapitre détaille l'impact de l'aryianisation sur l'économie et le livre pose la question des effets de ces deux décennies sur l'industrie du cuir. C'est un des problèmes que doit résoudre l'historien que celui de l'impact des guerres et des événements politiques sur l'économie. Pour sa branche, Florent Le Bot s'en acquitte autant que le lui permet la borne chronologique qu'il s'est fixée.

UNE HISTOIRE ÉCONOMIQUE QUI N'OUBLIE PAS LES HOMMES

L'histoire ainsi écrite est une histoire économique qui ne fait pas fi des données technologiques (le dernier mot de l'ouvrage est « innovation »), mais prend également en compte tous les acteurs, les différentes stratifications du patronat, des salariés aux qualifications distinctes, les banques dont le rôle peut être déterminant. C'est aussi une histoire politique où la place accordée à l'humain est centrale, lorsque son rapport au produit permet à l'auteur de terminer en plaidant pour une « *histoire anthropologique de la civilisation industrielle* ». Il y aurait beaucoup à écrire sur ce livre, et l'exercice qui consiste à aborder en quelques phrases une thèse qui a demandé à son auteur des années d'un labeur intensif est toujours frustrant. L'usage du mot « fabrique » (qui là n'est pas synonyme d'usine) relève du langage de l'industrie du temps de l'artisanat et des corporations. C'est que des formes archaïques, renvoyant pour certaines, au moins implicitement, à la protoindustrie, subsistaient encore et que la crise d'avant-guerre tout comme le régime de Vichy semblaient favoriser la perspective d'un retour à ce qui était perçu comme des formes traditionnelles de production et de commercialisation. Par la recherche d'un protectionnisme à la connotation antisémite, par son opposition à la mutation d'un secteur dont le long passé avait figé des comportements, y compris professionnels, c'est en combinant tous ces éléments que la fabrique se révélait, ces années-là, avant même la défaite et l'occupation, réactionnaire.

CHRISTIAN CHEVANDIER

Les enfants amers de Michel

IVAN JABLONKA
Enfants en exil,
transfert de pupilles réunionnais
en métropole (1963-1982)

Seuil L'Univers historique 2007 349 p 21 €

Un tel ouvrage peut se lire à plusieurs niveaux – c'est ce qui fait sa richesse. Écrit dans un style aussi incisif que limpide, propre des grands livres d'histoire, il s'agit d'un récit, mais aussi et surtout d'une réflexion sur la façon de « faire de l'histoire ». Et l'on descend ainsi de strates en strates pour atteindre le noyau dur de l'entreprise, ce noyau qui n'est pas donné d'emblée : être historien dans le siècle, mais être aussi « militant de la vérité ». Le mot est lourd de significations en ce qu'il invite à revisiter la manière de faire l'histoire du temps présent, tout en n'oubliant pas qu'être historien a directement à voir avec la vérité. Mais en militant pour celle-ci, sans pour autant écrire un livre de militant. Il ne s'agit pas d'instruire un procès. Et, en la matière, le risque était gros. Il a été pleinement évité. Militer pour la vérité, c'est essayer de comprendre la réalité complexe et d'en saisir l'épaisseur.

UN FAIT « DIVERS »

De 1963 à 1982, la DASS de la Réunion a transféré en métropole des enfants. Par centaines. Certains étaient abandonnés, d'autres retirés à leurs parents. Ils étaient soit placés dans des familles d'accueil soit, le plus souvent, mis dans des institutions, religieuses la plupart du temps – en particulier chez les fameux Bons Pasteurs. L'entreprise partait d'un bon sentiment : les difficultés économiques étaient telles à la Réunion dans les années 1960, le risque d'explosion sociale tellement grand que la migration vers la métropole, migration involontaire, sans grand espoir de retour, apparaissait comme une solution possible. Il s'agissait, aux yeux de Michel Debré, de faire mieux réussir les enfants. Le résultat fut, à de rares exceptions près, un échec : rupture culturelle, isolement, éclatement des phratries, inadéquation de la formation. Les raisons en sont analysées de façon assez convaincante. Reste à comprendre comment cela a été possible : seconde strate du livre.

Un livre brillant sur un épisode controversé de notre vie publique auquel est mêlé un personnage aussi prestigieux que Michel Debré. Un véritable travail d'historien.

L'homme orchestre de toute cette affaire, c'est Michel Debré, député de la Réunion, aurolé de tout le prestige d'un ancien Premier ministre, fondateur de la V^e République dont il avait rédigé en grande partie la constitution. Homme d'ambition, mais d'une grande ambition pour la France et non pour lui-même, Michel Debré a la volonté de moderniser une ancienne colonie, devenue département et qui avait été laissée à l'abandon. Cette politique de développement lui paraissait nécessaire si l'on voulait garder la Réunion dans le giron national. Et il s'y employa avec succès : amélioration de la situation sanitaire, création d'infrastructures routières, d'écoles, etc. Une politique de migration de grande ampleur est également décidée : c'est une politique d'assimilation – la Réunion étant la France, un réunionnais peut aller en Creuse et se sentir comme chez lui, puisqu'il est chez lui. Du moins, pouvait-on le croire. On sait ce qu'il en a été. Reste à voir comment une telle affaire a été possible. Troisième strate du livre.

LA MOBILISATION DE L'APPAREIL D'ÉTAT AU SERVICE D'UN CHOIX POLITIQUE

À y réfléchir de près, cette affaire de migration est plus une affaire politique que sociale. La migration s'est en effet arrêtée avec l'affaiblissement de l'influence de Michel Debré, gaulliste historique, s'il en est. Mais, les aléas de la conjoncture politique et économique y sont aussi pour quelque chose : développement de la contraception, changement du rapport à la famille, crise économique, signent l'échec de cette politique. L'arrivée de la gauche au pouvoir donne le coup de grâce. Mais, dans la période « faste », on découvre ainsi comment l'appareil d'État a été au service de cette ambition : ministres, préfets, directeurs de l'action sociale, fonctionnaires subalternes ont, en définitive, servi ce que Michel Debré pensait, en son temps, être un grand dessein. On n'est pas loin d'une administration coloniale, à l'ancienne où les choses essentielles se décident à Paris où Michel Debré résidait la plupart du temps. C'est tout le paradoxe de la départementalisation, mise

en œuvre dans un cadre centralisateur. L'action politique de Michel Debré n'a été possible et efficace que dans ce cadre.

DE LA MÉMOIRE À L'HISTOIRE, EN PASSANT PAR LES ARCHIVES

L'enjeu de ce livre était de pouvoir écrire une histoire et non de célébrer une mémoire ou d'instruire un procès dans le cadre de la dénonciation du colonialisme. En 2000, l'affaire éclate en effet au grand jour, au moment où des anciens pupilles font un procès en réparation à l'État. Et l'auteur, nouvelle strate de son analyse, de montrer qu'il ne faut pas confondre cette action politique avec la Shoah ou avec l'esclavage. Pour autant, ce n'est pas un simple fait divers : cela prend place dans un cadre plus vaste qui dépasse le choix de Michel Debré. Et cela lui donne sens. Il s'agit d'une certaine conception de la République ici en jeu, de l'histoire de l'Assistance publique en France, et dans le monde, de l'histoire méconnue, et dont l'auteur est l'un des spécialistes, de la migration des pupilles, de notre rapport à l'enfant, de l'usage que l'on en fait. Or, dans bien des cultures, cette migration est d'une banalité extrême. L'action de Michel Debré est de ce fait ordinaire, en son temps : il s'agit de « sauver » les enfants d'un milieu jugé vicié pour les faire renaître ailleurs, tout en intégrant les territoires concernés. Et, c'est donc une institution pleinement républicaine. Comme l'école.

On oublie trop souvent que l'histoire, sauf à la confondre avec la sociologie, ne peut se faire qu'avec des archives. Et c'est par une sorte de plaidoyer pour celles-ci que se termine l'ouvrage, livrant quelque pièces en conviction et dessinant en partie le récit de son aventure intellectuelle : circonstances de la recherche, obstacles rencontrés dans la quête documentaire, réorientation de la recherche une fois que celle-ci est comprise dans son ampleur : bref, une porte du laboratoire ou de l'atelier de l'historien s'ouvre. Invite à poursuivre la tâche avec d'autres sources et d'autres questions. Et l'on peut ainsi justifier l'absence de conclusion.

BRUNO POU CET